

Sophie, l'art du dialogue

Depuis le 6 février, elle est présidente du conseil d'administration de la caisse d'allocations familiales des Yvelines. Fonctionnaire à la mairie de Rambouillet, Sophie Barrois nous apporte son éclairage sur le mandat d'administratrice de CAF et sur le rôle qu'elle est amenée à jouer à l'avenir.

Son téléphone ne cesse de sonner. Sophie y va à chaque fois de son petit mot affectueux pour ses interlocuteurs : « *Comment tu vas ma poulette ?* » ; « *Je peux te rappeler mon loulou ?* ». Toujours à l'écoute et prête à filer un coup de main, la quadra, née à Cannes, a toujours été une bûcheuse. Son parcours en témoigne : d'abord titulaire d'un DUT en gestion des entreprises et des administrations, elle obtient par la suite – sur son temps perso – une licence d'administration économique et sociale. En 2003, cette passionnée de dessin et de bricolage passe aussi un BEP d'ébéniste. « *Je voulais être artiste peintre, mais ma mère m'avait encouragée à faire un métier 'sérieux'* », confie-t-elle.

Tête de liste aux municipales

Elle est finalement recrutée en 2004 comme responsable des services financiers à la mairie d'Auneau, en bordure de l'Île-de-France (Eure-et-Loir), avant de devenir comptable – on l'appelle « *Madame recettes* » – à la mairie de Rambouillet (78) en 2006. « *La fonction publique territoriale, c'était la sécurité pour moi qui venais de divorcer* », précise-t-elle. Mère de deux enfants, Sophie n'a toutefois pas froid aux yeux quand elle s'engage en 2007 comme tête de liste sans étiquette aux élections municipales de son village. « *Ce qui m'a motivée, c'est avant tout l'intérêt des jeunes*, explique-t-elle. *Pour eux, il n'y avait rien. Ce qui tranchait avec la ville où j'ai grandi, Metz, où l'on trouvait toutes sortes d'équipements et d'activités pour les jeunes. Avec par exemple, des ateliers de forgeron, tisserand, etc.* » Malgré sa défaite aux municipales, elle entre



au conseil de développement du Pays de Beauce, un EPCI réunissant 83 communes et dont elle prend la présidence un an plus tard.

Sa carte d'adhérente à la CFDT, Sophie la prend en 2010. « *Sur-tout pour le 'D' de démocratique* », assure-t-elle. Très vite, elle devient la première déléguée syndicale à temps complet de la mairie, une responsabilité qu'elle assurera jusqu'en 2013.

Cheffe de file à la CAF

Ses débuts comme mandatée CFDT à la CAF des Yvelines remontent, eux, à 2011. Au sein de la commission d'action sociale, Sophie engage une réflexion sur l'accompagnement des familles monoparentales. Un sujet qui lui tient à cœur, elle qui a été élevée par sa mère et qui a dû aussi se débrouiller seule longtemps. Elle délibère aussi sur le versement ou le maintien de prestations. « *De manière générale, les partenaires sociaux dans les CAF sont les garants d'une solidarité locale et sont au plus près des situations réelles* », soutient-elle.

Cheffe de file de la CFDT depuis 2014, elle s'investit dans la réalisation d'un guide de l'action sociale, présentant les aides existantes, et dans le déploiement d'une nouvelle stratégie d'accueil, articulée autour de points relais de proximité et de bornes multimédias dans chaque antenne. Une politique – fruit d'un groupe de travail qu'elle a animé – dont elle est fière, même si du chemin reste à parcourir.

Une présidente de dialogue

Au fil du temps, Sophie a aussi réussi à travailler avec toutes les composantes du conseil d'administration (organisations syndicales et patronales, personnalités qualifiées et associations familiales), sachant jouer de diplomatie mais aussi hausser le ton quand il le faut. « *Ça fait du bien aux poumons et aux cordes vocales*, se marre-t-elle. *On m'a souvent remerciée de prendre en compte tous les avis, dont ceux des salariés de la caisse* ».

Aujourd'hui, Sophie a les yeux tournés vers son nouveau rôle de présidente. Un rôle de représentation bien sûr, mais pas seulement. « *Nos chantiers prioritaires sont de faire évoluer nos indicateurs, trop quantitatifs, de poursuivre la numérisation et de mieux évaluer l'accès au droit effectif* », assure-t-elle. Une nécessité, en effet, quand 17% des allocataires en France n'ont pas recours à tous leurs droits. Sophie compte aussi mettre en place des réunions avec les chefs de file des différentes composantes. En bref, renforcer la démocratie interne de cet indispensable organisme de protection sociale.

Judith Boumendil et Clément Mellin